



Assistance mortelle de Raoul Peck

Alice Corbet

► To cite this version:

Alice Corbet. Assistance mortelle de Raoul Peck. Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux, 2020, Sociétés et espaces contemporains haïtiens : nouveaux regards, 72 (279), pp.333-337. hal-02901183

HAL Id: hal-02901183

<https://hal.science/hal-02901183>

Submitted on 16 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Corbet Alice
CNRS
LAM

« Assistance mortelle de Raoul Peck », Les Cahiers d’Outre-Mer, numéro 279, paru en 2020.

« Assistance mortelle »

2013

Réalisateur : Raoul Peck

Narration : Céline Sallette et Raoul Peck

Auteur : Raoul Peck

Producteurs : ARTE France, Velvet Film, Figuier Production, Velvet Film Inc., RTBF, Entre Chien et Loup

Le documentaire de Raoul Peck est un coup de poing. Il est spectaculaire, mais sans finesse. Son exposé est dense et rapide, mais un public non averti ne peut en saisir toute la complexité. Il fait mal, mais atteint aussi ceux qui pourraient plaider pour un peu plus d’analyse de leurs jeux d’acteurs. Il est engagé, mais obnubilé par sa cible : la communauté internationale. Pourtant, il est nécessaire, car il pointe les dysfonctionnements d’une aide humanitaire débordée d’intérêts divergents dans un pays submergé par une catastrophe : le séisme du 12 janvier 2010. Il invite surtout à une remise en question profonde d’un mode de gestion post-crise où droit d’ingérence et aide désordonnée incarnent la solidarité : « La catastrophe n’est pas nécessairement l’événement en lui-même, mais la capacité à y répondre »¹, nous dit-il.

Dès son début, le réalisateur donne le ton : le séisme fut « une catastrophe qui n’en sera pas une pour tout le monde », avant de renchérir : « l’étranger vient chercher son propre intérêt ». Il nous raconte pendant 1h40 la façon dont fut mise en œuvre la « reconstruction » d’Haïti - comme s’il y avait une opportunité à envisager le pays comme une page blanche - en suivant essentiellement le parcours de la Commission intérimaire pour la reconstruction d’Haïti (CIRH). D’une durée de vie de 18 mois, cette agence coprésidée par l’ancien président étatsunien Bill Clinton et par Jean-Max Bellerive, alors premier ministre du pays dirigé par Préval, devait coordonner les projets et les fonds de reconstructions entre les différents bailleurs et le gouvernement haïtien.

Un échange épistolaire entre « chers amis » narre, tout au long du documentaire, l’échec humanitaire de cette agence censée gérer les millions de dollars apportés par les donateurs du monde entier. Alors que la voix posée d’un Haïtien (le réalisateur) relate l’arrivée des secours et la mise en place des projets humanitaires à travers la capitale haïtienne, une travailleuse humanitaire lui répond, d’abord pleine d’espoirs, puis désabusée. Ce dialogue fait le lien entre divers temps du film, ponctué également par une chronologie, jusqu’à deux ans après le séisme, permettant au spectateur de se repérer parmi la densité des informations amenées, entre différents niveaux de lecture (de la CIRH au récit de sans-abris) et différents lieux (salles de réunions, quartiers riches ou dévastés, camps, fosses communes). L’échange aux accents poétiques apporte aussi une dimension très personnelle au

¹ Toutes les citations sont issues du documentaire, énoncées soit dans le récit épistolaire, soit par des locuteurs quand c’est spécifié.

documentaire, et on est amené à suivre une histoire dont on sent vite qu'elle va vers le désenchantement. Cette conversation, enfin, structure ce documentaire scénarisé dont de belles images rappellent que le réalisateur est avant tout auteur de fictions. Il n'en demeure pas moins que de nombreux éléments échapperont à une personne ne connaissant pas bien la situation, et qui se verra passivement amenée à suivre la thèse de l'auteur, tout en ayant la sensation d'assister à une démonstration partielle.

Pour illustrer les échecs de la CIRH et de la gestion humanitaire, le réalisateur s'arrête en particulier sur le cas de la création de l'immense camp de Corail, au Nord de la capitale dévastée. Corail illustre avec cruauté la façon dont de très éduqués travailleurs de la coopération internationale, suite à de nombreuses réunions, forts de multiples outils techniques et de beaucoup d'argent, peuvent créer un camp qui sent dès le début l'amateurisme et le désastre. Comme elles sont difficiles, les images des déplacés « volontaires » qui partent, en bus, rejoindre ce no man's land dénué de tout qu'on leur promet comme une solution de relogement ! Comme il est affligeant de voir le responsable du camp remettre le « toolkit de gestion de camp »² aux responsables haïtiens locaux, en partant 8 mois après la création de Corail dans ce qui semble plus être un abandon qu'un relai, devant une foule désabusée et en colère !

Corail, camp « modèle », devait accueillir les déplacés de plusieurs camps de l'agglomération port-au-princienne qui étaient fermés, et en particulier ceux du golf situé dans les quartiers chics. Un terrain situé à environ 20 kilomètres de la capitale, dans une zone isolée, fut déterminée pour cela. Après sa création et le transfert des déplacés (10 000 en tout), il resta longtemps sans électricité. Sous les vents et la chaleur, les tentes s'envolaient avant que des T-shelter (*temporary shelter*, abris temporaires) ne soient distribués. Ces derniers, tous identiques, étaient conçus sans accord avec les normes architecturales haïtiennes : du côté pratique, le débord de toit n'avancait pas assez pour contrer les pluies torrentielles des Caraïbes. Du côté culturel, ils n'accordaient aucune place aux lieux de vie communs, ni même aux esprits. Corail ressemblait à un quartier uniformisé et déshérité, poussé loin de la capitale, n'offrant aucune activité à ceux qui y avaient été déplacés après avoir tout perdu. Le camp fut vite envahi par son extension informelle, sauvage et incontrôlable : les « squatteurs » de Canaan, sans-abris qui s'installaient dans la zone sans autorisation légale, empêchant ensuite les planificateurs urbains de développer leur projet. Aujourd'hui d'ailleurs, Corail, dont les T-Shelter ont été appropriés par ses habitants, et Canaan, dégénéralant en immense bidonville, occupent toujours l'espace, à mi-chemin entre le site principal des fosses communes et la capitale Port-au-Prince. En se rendant sur les lieux, la responsable CIRH du secteur « logement », qu'on voit se confronter tout au long du documentaire aux logiques parfois opportunistes ou à court terme des ONG, déclare, écoeuvée : « Lorsqu'on écrira l'histoire de la construction d'Haïti, la communauté internationale fera son mea culpa sur ce site ».

D'autres images fortes ponctuent le film, qui démontrent l'indécence parfois atteinte par les accommodements diplomatiques entre acteurs politiques ou économiques, comme lors de la commémoration des deux ans du séisme où tous les membres haïtiens de la CIRH siègent non loin de l'ancien dictateur Duvalier, ou quand le président Préval va accueillir

² Ce document (en anglais : camp management, dernière publication en 2015), produit par International Organization for Migration (IOM), Norwegian Refugee Council (NRC) et l'agence des Etats Unis pour les réfugiés (UNHCR), Global Camp Coordination and Camp Management (CCCM) Cluster, est un outil de référence sur la manière dont on crée, organise, puis gère un camp. Régulièrement réactualisé, il sert à travers le monde à tous les acteurs des camps pour uniformiser leur action.

l'aide de Coca Cola tout en semblant disparaître dans son fauteuil, à l'image d'un Bill Clinton que l'on voit pâlir au fur et à mesure des discussions et rencontres. Notons d'ailleurs que le réalisateur nous apporte une critique très politique de la gestion post-crise : si l'échec des ONG est montré, il est dommage qu'il l'aborde uniformément, sans nuances. Certains ont essayé et n'ont pas ou mal réussi, mais beaucoup ont aidé, et grâce à eux le pays s'est relevé de rudes crises (lutte contre le choléra, aide à de nombreux camps, programmes pour l'entrepreneuriat, etc.).

Dans le travail de dénonciation mené par le réalisateur sont, hélas, passés sous silence nombre d'autres perspectives (ou elles ne sont citées que par légères allusions, d'ailleurs souvent par les Haïtiens), et notamment le jeu des élites haïtiennes qui contrôlent l'économie du pays – et aussi sa politique. Jean-Max Bellerive (proche du réalisateur, qui a été ministre de la culture (1995 – 1997, sous Aristide puis Préval) nous apporte un point de vue interne aux tractations internationales. Mais cela ne suffit pas à dédouaner des autorités qui savaient comment jouer de l'opportunité humanitaire. Par exemple, le nombre de morts après le séisme fut artificiellement exagéré par les voix ministérielles pour attirer l'attention sur le drame du pays, alimentant l'image misérabiliste d'un Haïti dévasté, mais n'abaissant pas pour autant des droits de douane très élevés qui retardaient l'arrivée de l'aide (sans compter la corruption en vigueur à l'aéroport, pourtant organisé par les Etats-Unis après le drame). S'il fut difficile de reloger les déplacés (et notamment si Corail fut fondé si loin de la capitale), c'est parce que les terrains privés étaient loués ou vendus hors de prix ! Ainsi, les responsables politiques haïtiens n'ont pas été aussi assujettis par les étrangers que veut bien nous le montrer Raoul Peck, par exemple quand il relate que les membres haïtiens de la CIRH « ne remplissent qu'un rôle de figurants qui consiste à entériner les décisions arrêtées par le directeur et les comités exécutifs », ou quand il dénonce : « Les donateurs prétendent que les institutions des receveurs sont trop faibles mais ils ne leurs permettent ni de changer ni de devenir plus fortes ». Quant aux élections qui virent élire Michel Martelly en mai 2011, le film nous montre comment les grandes nations étrangères les organisèrent et les influencèrent directement : alors que le pays était au bord du chaos, se tramait aussi le jeu ambigu du rapport de force de responsables haïtiens qui ont pu être demandeurs de solutions personnelles... ce qui ne justifie bien sûr pas la place démesurée qu'ont pris certains pays, et notamment la France, dans la destinée d'Haïti.

Malgré son manque de nuances, une des qualités du documentaire est d'illustrer le « gouvernement humanitaire » en œuvre. Les ONG viennent, repartent, d'autres arrivent... Elles sont censées être coordonnées mais les clusters de l'ONU, dont c'est le rôle, tiennent leurs réunions dans des locaux peu faciles d'accès, souvent en anglais, avec pas ou peu d'Haïtiens, et imposant les partenaires les plus dotés financièrement : c'est la « bulle humanitaire » décrite par un coopérant des Nations Unies. Au cours du film, la démonstration est également faite de la façon dont les ONG sont parfois dépendantes des bailleurs de fonds institutionnels qui décident que faire, et comment, de leurs dons.

Au cours des vingt-quatre mois sur lesquels le réalisateur revient, on découvre le désarroi des uns, l'agitation des autres, et une masse d'informations à trier, qui poussent le spectateur à s'interroger, bien au-delà d'Haïti, sur la façon de faire de la présence internationale des ONG aujourd'hui. Il faut donc regarder son travail en sachant qu'il n'est pas impartial, et pourquoi pas se documenter sur les points d'interrogation qui émergent. Par exemple, il y a eu repentance après l'intervention en Haïti et nombre de sessions de « leçons apprises » furent organisées par les ONG et institutions internationales... Néanmoins, le documentaire pointe des dysfonctionnements qui avaient déjà eu lieu après le tsunami d'Asie

du Sud-Est (2005) et qui sont, à moindre échelle, présents de façon récurrente dans des situations de post-urgence. On est aussi sidérés d'assister à la course aux projets « sexys » qui permettent d'obtenir des financements des bailleurs, tels que la construction d'écoles ou d'abris : or, retirer les débris de quartiers dévastés par le séisme n'entraîne pas dans cette perspective, et il fut difficile de trouver des financements pour cette tâche ingrate mais indispensable. La jeunesse des travailleurs humanitaires ou coopérants, certes pleins d'idées et de motivation, frappe aussi quand on connaît le turn over et le manque de mémoire institutionnelle flagrant dans le milieu : immense producteur de rapports, le monde humanitaire semble être celui où tout est à recommencer à chaque fois. Pendant ce temps, la population haïtienne semble laissée à elle-même, comme ballottée d'un projet à l'autre. D'ailleurs, en dehors du cas de Canaan, le réalisateur ne montre pas les initiatives constructives dont elle était capable (ce qui fut nommé très souvent la « résilience ») : les Haïtiens n'étaient, heureusement, pas totalement soumis à un pouvoir humanitaire qui écrase les corps et les âmes. Témoigner de l'initiative et de l'engagement que nombre d'entre eux avaient auprès de nombreuses ONG nationales ou internationales aurait pu permettre au réalisateur de compenser sa vision de personnes qui sont objets de préoccupations qui les concernent, mais dont la réalisation les dépasse.

Deux figures majeures traversent néanmoins le film : l'instituteur, qui clame « je ne suis pas encore mort ! » devant les débris de sa maison détruite, dispense à ce documentaire une âme lucide et poétique ; et l'ingénieur des travaux publics qui s'est confronté aux plus concrètes et difficiles questions de gestion des morts et des infrastructures à reconstruire, qui clôt le film en déclamant son amertume et les paroles du grand poète Frankétienne : « tu meurs et en plus, on t'insulte ».

Ainsi, Raoul Peck décline son documentaire sur le thème d'une ingérence humanitaire délibérément organisée : il ne reste alors, et c'est dommage, que son esprit polémique, cachant pourtant des images et des entretiens qui apportent une pierre fondamentale à la compréhension de ce qui, dans la gestion post-crise en Haïti par des acteurs internationaux, dysfonctionna. A l'image de son titre, le film de Peck se résume trop à la force de son oxymore, et il tient au spectateur d'en éclairer les multiples aspérités.